



JURIDICTION DE  
PROXIMITE  
D'ABBEVILLE

(SOMME)

\*\*\*\*\*

JUGEMENT DU 4 Janvier 2013

RÉPUBLIQUE FRANCAISE  
Au nom du Peuple Français

Jugement réputé contradictoire

ENTRE :

DEMANDEUR :

Monsieur C  
XXXXXXX  
XXXXXXX  
Comparant en personne

RG N° 91-12-000032

ET

Minute 13/1

DÉFENDEUR :

FOURNISSEUR X  
XXXXX XXX  
Non comparant

Monsieur C

DISTRIBUTEUR  
XXXXXXXXX  
XXXXXXXXX  
Non comparant

C/

FOURNISSEUR X

COMPOSITION DU TRIBUNAL :

Lors des débats :  
Juge : Mme PICOT-DEMARCO Alice  
Greffé : Mme LEGRIS Maryse

DISTRIBUTEUR

DÉBATS :

A l'audience du 9 novembre 2012, l'affaire a été mise en délibéré à l'audience du 4 Janvier 2013 ;

JUGEMENT :

Réputé contradictoire et mis à disposition au greffe le 4 Janvier 2013 par Mme PICOT-DEMARCO Alice, Juge au Tribunal d'instance.

Signé par Mme PICOT-DEMARCO Alice, Juge d'instance faisant fonction de Juge de Proximité et Mme LEGRIS Maryse, adjointe administrative faisant fonction de greffière.

## EXPOSE DES FAITS

Par déclaration reçue au Greffe le 4 avril 2012, Monsieur C a attiré son fournisseur d'électricité X ainsi que le service gestionnaire du réseau de distribution, devant la Juridiction de proximité d'ABBEVILLE.

Monsieur C a en effet contesté sa facture d'électricité du 20 septembre 2010, d'un montant de 64,43 euros, arguant que les index qui Y étaient mentionnés ne correspondaient pas à sa consommation réelle arrêtée lors de son départ de son ancien logement sis ZZZZZZ à ZZZZZZ et indiquée à son état des lieux de sortie.

Le 7 juin 2012, le fournisseur X a informé la Juridiction qu'elle avait relancé le distributeur afin que les index de résiliation soient corrigés conformément aux demandes de Monsieur C, et indiquait qu'une transaction était en cours. La défenderesse a ainsi sollicité à plusieurs reprises le renvoi du dossier à des audiences ultérieures.

La facture de Monsieur C a finalement rectifiée mais ce dernier a maintenu sa demande en indemnisation des frais qu'il avait engagés pour faire valoir ses droits en Justice.

A l'audience du 9 novembre 2012, Monsieur C demande à la juridiction de condamner le fournisseur X et le distributeur à lui verser la somme de 155 euros comme juste indemnisation des frais engagés dans le cadre de la présente instance.

Le fournisseur X, absent à l'audience, s'oppose à cette demande par courrier en date du 5 novembre 2012, estimant que le demandeur ne rapporte pas la preuve du préjudice allégué.

Le distributeur n'est ni présente ni représentée.

L'affaire est mise en délibéré au 4 janvier 2013.

## MOTIFS DE LA DECISION

Attendu qu'il est constant que la présente instance ait été engagée par Monsieur C suite à une erreur de facturation dont il a été victime et en raison des carences de son fournisseur d'énergie et du service gestionnaire du réseau de distribution ;

Qu'il n'est pas contestable que le fournisseur X et le distributeur aient, après de longs et houleux conciliabules, à l'issue de la procédure amiable engagée par Monsieur C devant le médiateur de l'énergie puis de la présente procédure judiciaire, fini par faire droit aux demandes de leur client et consommateur ;

Que le fournisseur X et le distributeur supporteront en conséquence solidairement les dépens de la présente instance ;

Attendu qu'aux termes de l'article 700 du Code de procédure civile, « *dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office,*

*pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation» ;* que le présent article est applicable que la représentation par avocat soit obligatoire ou non ; que son usage, non subordonné à la condition d'une faute, relève du pouvoir discrétionnaire du juge ;

Qu'en l'espèce il serait manifestement inéquitable de laisser à la charge de Monsieur C les frais qu'il a dû assumer pour faire valoir ses droits au cours des neuf mois de la présente procédure, sa déclaration ayant été réceptionnée au greffe le 4 avril 2012 et le présent jugement ayant été mis en délibéré au 4 janvier 2013 ;

Qu'en conséquence, le fournisseur X et le distributeur seront condamnés à verser à Monsieur C la somme de 155 euros au visa des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS,

Le Juge de proximité, statuant après débats publics, par décision réputée contradictoire mise à disposition des parties par le greffe et en dernier ressort,

CONDAMNE le fournisseur X et le distributeur à payer à Monsieur C la somme de 155,00 euros en application de l'article 700 du Code de procédure civile ;

CONDAMNE le fournisseur X et le distributeur aux entiers dépens de la présente instance.

Le GREFFIER

Le PRESIDENT

  
**Pour extrait  
certifié conforme**

